



**Communiqué de presse  
AG/1412**

**Assemblée générale**  
9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> séances plénières – matin et après-midi

**A L'ASSEMBLEE GENERALE, LES ORATEURS PRECISENT  
LES CONTOURS D'UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE  
MONDIAL ET D'UN NOUVEAU CONCEPT DE SECURITE  
COLLECTIVE**

L'Assemblée générale a repris aujourd'hui son débat consacré à la présentation des grandes lignes de la politique étrangère des Etats Membres de l'Organisation. A l'aube de ce nouveau siècle marqué à la fois par l'avènement de ce que des délégations ont appelé «le village mondial» et par le terrorisme international, chefs d'Etat et de gouvernement ont tracé les grandes lignes d'un nouveau concept de sécurité collective et d'un ordre économique mondial plus juste qui accorde un rôle central aux Nations Unies.

A un moment où les relations internationales restent encore fortement marquées par les conséquences des attentats du 11 septembre, le Président du Pakistan, le Général Pervez Musharraf, précisant sa vision d'un Nouvel ordre mondial, a rejeté la notion du choc des civilisations entre l'Islam et l'Ouest. Il a plaidé en faveur d'une stratégie à deux volets. D'un côté les nations musulmanes doivent embrasser la marche de la civilisation humaine tandis que les nations occidentales doivent aider ces Etats à promouvoir leur développement socioéconomique.

Pour le Ministre des affaires étrangères de la Chine, Li Zhaoxing, seuls le renforcement de la coopération internationale et la mise en œuvre du principe du multilatéralisme permettront de promouvoir le bien-être de l'humanité. Précisant, comme le Vice-Président de la Bolivie et le Ministre des affaires étrangères de l'Australie, que le développement est à la base de la paix mondiale, Li Zhaoxing a souhaité la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial qui repose sur un système commercial multilatéral ouvert à tous et sur un mécanisme d'alerte financière.

De son côté, le Président du Mexique, M. Vicente Fox, a proposé de convertir le Conseil économique et social en un Conseil de sécurité économique et social. Au nom de l'Union africaine, le Président du Mozambique, M. Joaquim Chissano, a demandé à la communauté internationale d'appuyer la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement économique de l'Afrique (NEPAD).

Qualifiant d'échec les résultats de la cinquième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, le Président du Sénégal, M. Abdoulaye Wade, a annoncé le tenue tous les deux ans à Dakar d'un Davos agricole afin de trouver une alternative aux pratiques commerciales actuelles. En 2002, a rappelé le Président du Lesotho, seuls cinq pays sur les 53 que compte le continent africain, ont atteint un taux de croissance de 7% requis pour atteindre les buts de la Déclaration du Millénaire

Si le rôle moteur des Nations Unies a été souligné à maintes reprises, c'est dans le domaine de la sécurité collective que les appels les plus pressants ont été lancés pour que l'Organisation conserve son rôle de chef de file et le Conseil de sécurité son autorité. Ainsi, pour l'ensemble des orateurs, l'Organisation doit jouer un rôle majeur dans la gestion de l'après-guerre en Iraq. Seules les Nations Unies, a insisté le Président de l'Algérie, M. Abdelaziz Bouteflika, pourront accompagner en toute légitimité et avec efficacité la mise en place des institutions et la reconstruction du pays. L'Iraq, a prévenu M. Pervez Musharraf, ne doit pas rester une plaie ouverte car c'est toute la région qui en subira les conséquences, précisant que seule la paix permettra de marginaliser les extrémistes.

Les Présidents des pays suivants ont pris la parole: Mozambique, Nicaragua, Estonie, Ghana, Algérie, Equateur, Pakistan, Mexique, Burundi, Serbie-et-Monténégro, ex-République yougoslave de Macédoine, Ukraine, Sénégal, République démocratique du Congo et Guinée équatoriale. Le Vice-Président de la Bolivie, la Vice-Présidente du Costa Rica, le Chancelier allemand et les Premiers Ministres du Lesotho, de Tuvalu, de Maurice, de l'Azerbaïdjan ont également pris la parole. Les Ministres des affaires étrangères de la Chine et de l'Australie ont également fait des déclarations. Les représentants de la République démocratique de Corée, du Japon, du Chili et de la Bolivie ont exercé leur droit de réponse.

L'Assemblée générale poursuivra son débat jeudi 25 septembre à partir de 10 heures.

## ***DECLARATIONS***

M. JOAQUIM ALBERTO CHISSANO, Président de la République du Mozambique et Président en exercice de l'Union africaine, a d'abord rappelé que depuis l'avènement de la paix et de la réconciliation dans son pays il y a 11 ans, le peuple mozambicain avait réalisé de nombreux progrès, et se préparait notamment aux secondes élections municipales, qui doivent se tenir le 19 novembre 2003 et aux élections générales en 2004. Cette situation a créé les conditions favorables à l'investissement local et étranger, crucial pour relancer l'emploi et réduire la pauvreté. L'économie du Mozambique a ainsi enregistré un accroissement de son PIB de 7,7% l'an passé, ce qui a permis d'augmenter les allocations budgétaires au secteur social. Ceci est d'autant plus important pour un pays qui fait toujours face à une crise humanitaire due à de mauvaises conditions météorologiques nécessitant plus que jamais le soutien de la communauté internationale. Le Gouvernement a mis en œuvre son Plan d'action pour l'éradication de l'extrême pauvreté, qui vise à la réduire de 50% d'ici la fin de la décennie, et à maintenir une croissance moyenne de 8%. Avec pour objectif de créer une vision nationale du développement, le Gouvernement du Mozambique a lancé l'«Ordre du jour 2025», une concertation avec tous les partis politiques et les acteurs engagés dans l'avenir de ce pays.

S'exprimant au nom de l'Union africaine, le Président a rappelé que la Déclaration de Maputo reflétait la reconnaissance de la nécessité pour les gouvernements et les peuples africains de mettre en œuvre le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Il a appelé la communauté internationale, et au premier rang les Nations Unies, à soutenir ce processus. Il a également réaffirmé la volonté exprimée par les leaders africains d'activer le Conseil de sécurité et de paix, un important organe de l'Union africaine destiné à la prévention, la résolution et la gestion des conflits. L'Afrique soutient par ailleurs la lutte contre le terrorisme international, notamment à travers l'adoption de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et le combat contre le terrorisme, a-t-il déclaré. Convaincu que l'Afrique dispose des ressources humaines et naturelles pour assurer son propre développement, il a affirmé que pour cela, la conjoncture devait favoriser son intégration dans l'économie mondiale, afin qu'elle puisse percevoir les bénéfices de la mondialisation et accroître son indépendance. M. Chissano a soutenu ensuite qu'en dépit des doutes qu'avait parfois suscités l'ONU, elle demeurait l'instrument d'une action légitime dans tous les domaines, qu'il s'agisse des questions de paix et de sécurité ou des défis que posent les pandémies du VIH/sida, la tuberculose, le paludisme et autres maladies infectieuses, ou le développement durable. Les objectifs de développement du Millénaire doivent rester les plus importants de la communauté internationale, à commencer par la réduction significative de l'extrême pauvreté dans le monde d'ici à 2015. Le renforcement des

Nations Unies passe aussi par un élargissement du Conseil de sécurité, a-t-il conclu, estimant que le continent africain méritait d'y être équitablement représenté par au moins deux membres permanents, et que le Brésil devait y avoir une place en tant que membre permanent, pour sa participation au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

M. ENRIQUE BOLAÑOS GEYER, Président de la République du Nicaragua, a déclaré que l'Amérique centrale était maintenant un modèle de sécurité démocratique développant une stratégie novatrice pour faire face aux épreuves traditionnelles et aux menaces modernes. Il a expliqué qu'il avait récemment lancé un programme de limitation et de contrôle des armes en Amérique centrale que les présidents de cette région avaient récemment adopté à Belize au début du mois. Il a ajouté que le trafic des armes légères et de la drogue, posant une menace mondiale pour la démocratie et ses institutions, constituait un danger pour le développement de l'humanité. Il s'est félicité du fait que le Nicaragua ait réussi à maîtriser l'avancée du crime organisé transnational mais a appelé à une consolidation de la coopération internationale afin de lutter contre son expansion et contre la prolifération de la consommation de drogues. Le Président Bolaños Geyer a aussi annoncé la candidature du Nicaragua au siège non permanent du Conseil de sécurité pour 2006-2007. Il a salué les efforts des Nations Unies dans la lutte contre la corruption et expliqué les propositions faites par le Nicaragua dans ce domaine. S'agissant de la coopération internationale, il a remercié la communauté internationale pour sa participation dans les activités de nettoyage de mines antipersonnel au Nicaragua, et a déclaré que son pays avait décidé de faire de même en Iraq.

Dans le domaine économique, le Président du Nicaragua a demandé un traitement équitable de son pays par les instances de l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que des débouchés pour ses produits dans la perspective d'un marché plus compétitif, se félicitant par ailleurs de l'avancée de l'intégration économique de l'Amérique centrale grâce à la négociation de règles commerciales de libre-échange avec d'autres pays de la région et, à l'heure actuelle, les Etats-Unis. Dans ces dernières négociations, il a précisé que le Nicaragua demanderait un traitement préférentiel, son économie étant moins développée, très ouverte et fortement dépendante du commerce et de l'investissement étranger. Le Nicaragua, a-t-il dit par ailleurs, plaide pour l'action multilatérale de manière à trouver des solutions de paix dans le respect du droit international. S'inquiétant de l'escalade de la situation au Moyen-Orient, il a indiqué que son gouvernement soutenait la reprise immédiate du Plan d'action. Il a enfin réitéré devant l'Assemblée l'importance qu'il y avait à considérer le désir de la République de Chine (Taiwan) de participer aux Nations Unies en tant que membre à part entière.

M. ARNOLD RÜÜTEL, Président de la République d'Estonie, condamnant l'attentat terroriste meurtrier qui a frappé les Nations Unies le 19 août dernier, a affirmé que l'Organisation devait cependant poursuivre son activité en Iraq. A ce titre, le Parlement estonien a appuyé ce processus en autorisant l'envoi de forces défensives afin de pacifier les opérations sur place, et, des soldats estoniens ont été déployés dans le golfe Persique depuis juin dernier. Il a ensuite évoqué la question de l'environnement et du développement durable, affirmant que le bien-être et l'avenir des peuples dépendaient d'un meilleur partage des ressources limitées de notre planète et du respect de notre environnement. Rappelant que depuis la création, il y a vingt ans, d'une Commission mondiale sur l'environnement et le développement, puis de la tenue de la Conférence de Rio de Janeiro en 1992, la question du développement durable était devenue cruciale pour la plupart des pays du monde. M. Rüütel a affirmé que des progrès avaient été accomplis grâce à une meilleure coopération entre les Etats. Toutefois, la population mondiale s'est accrue d'un milliard d'individus supplémentaires depuis 1992 et le produit intérieur brut a augmenté de 2,6% par an. Ces éléments, comme la multiplication des phénomènes climatiques, tels les ouragans ou les variations extrêmes de température, vont finir par peser sur notre environnement, a-t-il prévenu. Dans cette perspective, il a préconisé une collaboration accrue, citant en exemple son pays, signataire de toutes les conventions sur l'environnement, et appelant les Etats du monde entier à faire de même. A l'unisson avec l'Europe, l'Estonie exprime d'ailleurs son désir d'appliquer au plus vite le Protocole de Kyoto du 17 novembre 1998.

Avec ses ressources modérées, le petit Etat qu'est l'Estonie souhaite également faire valoir sa tradition historique en matière de conservation de la nature. Son Président a par ailleurs souligné que quatre ans seulement après avoir regagné son indépendance, en 1995, l'Estonie avait adopté une loi sur le développement durable et qu'en 2001, sur proposition de la Commission du développement durable, le Gouvernement estonien avait approuvé une stratégie nationale en la matière. Quant à la protection de l'environnement, la coopération interétatique est importante et les organisations régionales ont un rôle à jouer en ce domaine, comme l'a montré l'exemple de Etats de la mer Baltique, engagés dans un processus unique au monde, «Baltique 21», lancé en 1991. L'Estonie a pour sa part accru ses efforts pour trouver un consensus entre les Etats membres de ce collectif afin de réduire la pollution pétrolière au maximum. A ce sujet, elle soutient l'initiative de l'Union européenne qui vise à bannir la circulation des pétroliers à simple coque et s'engage à essayer de faire classer la mer Baltique comme zone maritime sensible. Le Président a conclu en évoquant la nécessité de réformer l'Organisation des Nations Unies et a salué les efforts déployés

par son Secrétaire général dans ce sens en particulier en ce qui concerne l'Assemblée générale.

M. JOHN AGYEKUM KUFUOR, Président de la République du Ghana, a fermement condamné les attaques perpétrées contre le bureau des Nations Unies à Bagdad, tout en insistant sur le fait que cela ne devrait pas décourager l'Organisation qui doit continuer à fournir une aide humanitaire à ce pays. Pour M. Kufuor, seul le multilatéralisme, sous l'égide des Nations Unies, peut permettre de faire face aux problèmes du XXI<sup>e</sup> siècle. Cela suppose cependant de l'équité, de l'humanité et un sens de l'équilibre de la part des Nations Unies qui se doivent de traiter tous les événements de la même manière, indépendamment de l'endroit où ils se produisent, afin de préserver la crédibilité de l'Organisation, a-t-il ajouté. En tant que Président d'un pays de l'Afrique de l'Ouest, sous-région caractérisée par une série de conflits, le Ghana n'a cessé de faire preuve de son engagement en faveur du multilatéralisme dans la gestion de ces conflits. L'Afrique est prête à assumer sa part de responsabilité pour régler les crises internes qui l'accablent, mais la communauté internationale, par le biais des Nations Unies, doit continuer à lui fournir l'assistance nécessaire pour parvenir à y maintenir la paix, a-t-il poursuivi. M. Kufuor a souhaité que les réponses du Conseil de sécurité aux crises en Afrique soient adéquates, pratiques et rapides. En tant que Président de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), M. Kufuor a également rappelé les efforts de cette dernière pour rétablir la paix et la stabilité dans la sous-région. Il a fait part de la gratitude de la CEDEAO pour le soutien que lui a apporté la communauté internationale, tout en l'invitant à l'intensifier. Il a souligné l'importance des efforts de désarmement, de démobilisation et de réintégration des anciens combattants, efforts pour lesquels la CEDEAO souhaiterait pouvoir être mieux assistée.

Abordant la situation tragique de l'Afrique subsaharienne, à laquelle il faudrait, selon les estimations actuelles, 150 ans pour réaliser les objectifs de développement du Millénaire, M. Kufuor a déclaré qu'il s'agit d'une situation inacceptable dans une dynamique de mondialisation. Il a appelé la communauté internationale, et surtout les pays développés, à prendre conscience de la gravité et de l'urgence de la situation, ce qui doit passer notamment par une participation active au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Dans le même contexte, le Président a rappelé que les exportations des pays africains se limitent souvent à des matières premières, et que si les pays développés ne renoncent pas à subventionner leurs secteurs agricole et minier, l'Afrique ne peut devenir compétitive. Tout en se félicitant du fait que l'Organisation mondiale du commerce est consciente de ce problème et qu'un statut de transition est préconisé pour l'Afrique, M. Kufuor a souligné que, dans la pratique, cela ne semble pas être suivi des effets

escomptés, ce dont témoigne l'échec des négociations de Cancun. L'Afrique a besoin de l'aide internationale et de possibilités commerciales sur la scène internationale, sans quoi, il lui sera impossible d'intégrer les marchés mondiaux et elle ne sera que davantage marginalisée, a-t-il conclu.

M. ABDELAZIZ BOUTEFLIKA, Président de la République algérienne démocratique et populaire, a déclaré que la présente session intervient à un moment où la vocation et le rôle de l'ONU sont mis en péril dans une situation internationale complexe et pleine de menaces, d'où l'impératif de retrouver sa cohésion et de se mobiliser pour sa pleine réhabilitation, de renouer avec l'élan salutaire marqué par le Sommet du Millénaire et conforté par le rôle joué par les Nations Unies dans la riposte collective contre le terrorisme. Précisant que la prévention et la lutte contre le terrorisme requièrent un haut degré de vigilance, de mobilisation et de coopération multiforme aux plans national, régional et international, M. Bouteflika a tenu à mettre en garde contre les amalgames et à l'assimilation tendancieuse du terrorisme à une religion, à une civilisation ou à une zone géographique. Soulignant la nécessité de s'entendre sur une définition précise du terrorisme afin de ne pas porter préjudice aux luttes de libération et au droit légitime des peuples à l'autodétermination, il a souhaité que cette clarification soit apportée dans le cadre du projet en préparation de convention globale contre le terrorisme.

Venant à la question palestinienne, M. Bouteflika a affirmé que la communauté internationale devrait s'impliquer davantage en engageant fermement Israël à coopérer pleinement pour la mise en œuvre d'une solution globale, juste et durable qui passe nécessairement par l'établissement d'un Etat palestinien souverain avec El Qods pour capitale, et l'évacuation des territoires libanais et syriens encore occupés. Pour ce qui est de la situation en Iraq, il a déclaré que seule l'ONU pourra accompagner en toute légitimité et avec efficacité la mise en place des institutions et la reconstruction du pays. En ce qui concerne la question du Sahara occidentale, M. Bouteflika a déclaré que par l'adhésion au «Plan de paix pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental» consacré à l'unanimité par le Conseil de sécurité en juillet dernier, l'Algérie marque de nouveau sa disponibilité à apporter sa pleine contribution au règlement de ce conflit dans le respect du droit du peuple du Sahara occidental à décider souverainement de son destin à travers un référendum d'autodétermination impartial et libre organisé et supervisé par les Nations Unies. M. Bouteflika a plaidé entre autres en faveur de l'intensification du partenariat entre l'Afrique et les pays membres du G-8 et de l'Union européenne et de la relance des négociations commerciales de l'OMC. Une action internationale appropriée s'impose face à des phénomènes qui prennent une importance grandissante comme les flux spéculatifs, le blanchiment de l'argent sale, le financement du terrorisme,

les paiements illicites, et les dérives en matière de gouvernance et d'entreprise, a-t-il ajouté. Pour conclure, M. Bouteflika a affirmé que l'accroissement significatif de l'aide publique au développement, le traitement résolu du fardeau de l'endettement des pays en développement et l'ouverture des marchés aux produits des pays du Sud sont de nature à favoriser l'instauration d'un climat propice aux investissements dans ces pays et à l'augmentation de leur part dans le commerce mondial.

M. LUCIO GUTIERRES BORBUA, Président de la République d'Equateur, a réitéré sa condamnation la plus catégorique du terrorisme sous toutes ses formes. En tant que Président de la Communauté andine et de l'Equateur, il a rappelé que le conflit en Colombie constituait une menace grave pour toute la région, et que les présidents du Groupe de Rio avaient demandé en mai, à Cuzco, que le Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan, exhorte les mouvements de guérilla à signer un accord de cessation des hostilités et à engager un dialogue ouvert et transparent avec les parties prenantes pour arriver à une résolution pacifique et définitive du conflit colombien. Il a appelé les nations libres à appuyer le Secrétaire général dans son entreprise. Le Président équatorien a expliqué que la dette extérieure constituait un véritable drame humain et social qui, malgré les réformes accomplies par les pays pauvres, absorbait un large pourcentage du revenu national, ce chiffre étant de 40% pour l'Equateur, au détriment de l'éducation, de la santé, de la croissance et du bien-être social. Concernant les flux migratoires, il a annoncé la création d'un programme d'aide au retour au pays des milliers d'émigrants équatoriens.

En ce qui concerne le problème de la corruption, le Président a demandé aux nations du monde et aux autorités judiciaires des pays où se trouvent les coupables de détournements de fonds équatoriens, d'appuyer de façon inconditionnelle et immédiate leur extradition vers l'Equateur pour y être jugés. Il leur a aussi demandé d'aider l'Equateur à organiser le retour des deniers publics subtilisés. Il a fait part des multiples réformes économiques accomplies dernièrement par l'administration pour revenir à la stabilité économique et le relèvement des secteurs économiques suivants: secteurs pétrolier, minier, hydroélectrique, agro-industriel et touristique. Les richesses naturelles, historiques, culturelles et la biodiversité de l'Equateur offrent, selon lui, un cadre propice au travail, il faut le compléter par des mesures juridiques d'encouragement et macro-économiques d'accès aux marchés de la Communauté andine forts d'un potentiel de 110 millions de consommateurs. Le futur de la société internationale ne peut, selon lui, être aliéné du bien-être de chacun de ses peuples, et sans une société internationale juste et équitable, a-t-il poursuivi, il ne peut y avoir de paix, et nous ne pourrions pas vaincre le terrorisme et la pauvreté.



Le GENERAL PERVEZ MUSHARRAF, Président de la République islamique du Pakistan, a évoqué la tragédie du 11 septembre qui a ébranlé les fondations du système international ainsi que les concepts de sécurité collective. Il a précisé cependant que la guerre contre le terrorisme ne doit pas être prise en otage par ceux qui cherchent à s'en servir pour asservir d'autres peuples, pour créer une guerre de civilisation et un clash entre l'Islam et l'Ouest. Le Président a appelé à une réflexion approfondie, rejetant la notion de choc de civilisation et a plaidé en faveur d'une stratégie à deux volets: promouvoir l'harmonie et la modération tout en luttant contre l'extrémisme. Il a demandé aux nations musulmanes d'assumer leurs responsabilités en matière de réforme interne et d'embrasser la marche de la civilisation humaine. Les pays musulmans doivent répondre aux défis qui se posent en matière de développement socioéconomique, de développement technologique et scientifique. De leur côté, a-t-il ajouté, les nations occidentales, en particulier les nations les plus développées, doivent fournir une aide au règlement des différends impliquant des populations musulmanes comme en Palestine et au Cachemire; rejeter la tendance qui veut que l'on associe l'Islam avec terrorisme; et aider le monde musulman à lutter contre la pauvreté et à promouvoir le développement socioéconomique.

Le Président a, dans ce contexte, demandé qu'un consensus soit rapidement conclu aux Nations Unies sur les moyens de restaurer la souveraineté, la stabilité et la sécurité de l'Iraq. L'Iraq ne doit pas rester une plaie ouverte car c'est toute la région qui en subira les conséquences. Cette situation, a-t-il averti, est également de nature à imprimer un nouvel élan au terrorisme et à l'extrémisme. Le Président a précisé qu'en stabilisant la situation en Iraq, le processus de paix au Moyen-Orient en sortira renforcé. Il a ajouté que le sort des Palestiniens constitue le facteur principal qui détermine l'opinion publique du monde musulman et que seule la paix permettra de marginaliser les extrémistes. Il a plaidé en faveur de la revitalisation de la Feuille de route et la mise en œuvre de la vision de deux Etats cohabitant l'un avec l'autre dans des frontières reconnues sur le plan international. En Afghanistan, le Président du Pakistan a insisté sur la mise en œuvre du processus de Bonn en demandant un déploiement plus important de la Force de stabilisation internationale. Il a promis que son pays continuera à arrêter des membres d'Al-Qaida et les terroristes qui lui sont associés et qu'il a l'intention d'intensifier sa coopération économique avec l'Afghanistan, pays qui ne doit pas être utilisé comme une base arrière du terrorisme. Abordant le conflit que connaît son pays avec l'Inde au sujet du Jammu-et-Cachemire, le Président a dit sa satisfaction quant au fait que l'Inde ait accepté de revoir sa stratégie coercitive même si ce pays continue de réprimer la droit du peuple du Cachemire à exercer son droit à l'autodétermination. L'Inde, a-t-il regretté, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, continue de ne pas mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de

sécurité. Le Président a invité l'Inde à observer à un cessez-le-feu total le long de la ligne de contrôle avec le Pakistan. Le Pakistan, a-t-il ajouté est disposé à déclarer la fin de la violence au Cachemire, ce qui impliquerait des obligations réciproques et la mise en place d'un mécanisme de surveillance des frontières. Il a également précisé que la sécurité durable en Asie du Sud-Est suppose également des mesures mutuelles de retenue nucléaire et un équilibre des forces conventionnelles.

M. VICENTE FOX, Président des Etats unis du Mexique, a déclaré que la mondialisation économique entraînait des déséquilibres fatals dans les pays en développement et notamment chez les plus pauvres, et que la mondialisation de la violence affaiblissait la sécurité publique et menaçait la paix mondiale. Les principes de la Déclaration du Millénaire demeurent, selon lui, un guide indispensable pour surmonter les défis présents et futurs, et le Mexique a déjà réalisé le tiers du chemin à parcourir pour atteindre ces objectifs. Convaincu de la pertinence des Nations Unies, le Président mexicain a lancé un appel pour le partage des responsabilités au niveau international. Il a déclaré que l'Organisation traversait un moment critique et crucial et, faisant référence à l'attentat perpétré contre le Bureau des Nations Unies à Bagdad, qu'une attaque contre les Nations Unies était une attaque contre tous ses Membres.

Partisan de la recherche de solutions pacifiques aux conflits et du respect des principes de la Charte de l'ONU, il a affirmé que le succès des réformes dépendait de processus de prise de décisions transparents et collectifs. La réforme, selon lui, doit porter sur cinq critères: un renforcement de notre système de sécurité collective, le soutien au développement économique et social des Etats, le respect de la souveraineté et de l'indépendance des Etats tout en assurant en même temps la légitimité de l'action internationale et la lutte contre l'impunité, la promotion et la protection des droits de l'homme, et le renforcement de l'efficacité de la prise de décisions. Il a proposé de renforcer la représentativité du Conseil de sécurité par la sélection de nouveaux membres permanents, la limitation et la réglementation du recours au veto, la réforme de l'Assemblée générale et le renforcement de l'ECOSOC converti en un Conseil de sécurité économique et social, afin que, a-t-il conclu, nous laissions les conflits et les luttes fratricides au passé pour ouvrir de nouvelles voies à la compréhension et la coopération internationales, vers la paix, la sécurité et le développement.

M. GERHARD SCHRÖDER, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, a encouragé la communauté internationale à poursuivre sur la voie de la coopération internationale sous l'égide des Nations Unies tout en s'assurant de la détermination de son pays à assumer ses obligations. Il a précisé que la Charte des Nations Unies donne les moyens nécessaires aux Etats Membres de l'Organisation pour

que, comme le disait Sergio Vieira de Mello, personne ne soit exclue de la conception commune de l'humanité et pour que les valeurs de tolérance et de dignité humaine soient valables pour tous les hommes et les femmes de la planète. La mort du personnel des Nations Unies à Bagdad doit constituer un testament et une obligation. Le Chancelier a précisé que seules les Nations Unies sont à même de garantir la légitimité nécessaire pour permettre à la population iraquienne de reconstruire rapidement leur pays sous la direction d'un gouvernement indépendant et représentatif. Il a ajouté que son pays est disposé à soutenir un tel processus en fournissant une aide humanitaire, technique et économique ou même en formant des forces de sécurité iraqiennes.

Le Chancelier a identifié le terrorisme international, l'implosion des structures étatiques et la prolifération des armes de destruction massive comme les menaces principales qui se posent à l'humanité. Il a jugé indispensable de détruire les infrastructures terroristes et de faire obstacle à la prolifération des armes de destruction massive en renforçant le régime des inspections et en menant une politique de désarmement contrôlée. Il a également jugé indispensable de s'attaquer aux racines et aux causes de l'insécurité. Pour combattre le fanatisme, a-t-il ajouté, il faut veiller à la sécurité tant sociale, que matérielle et culturelle. Il s'agit également de remédier à l'absence de droit et c'est là, la mission première de la Cour pénale internationale. Il a ajouté que les Etats ne peuvent pas faire face seuls aux nouvelles menaces qui se posent et que la coopération internationale est plus nécessaire que jamais. De nouvelles stratégies doivent être élaborées tandis que les instruments des Nations Unies doivent être revus sous l'angle de ces nouveaux paradigmes. Un engagement politique en faveur d'une plus grande prévention doit renforcer le monopole du recours à la force des Nations Unies. M. Schröder a enfin rappelé que le Secrétaire général a soumis des propositions que son gouvernement soutient pleinement et que les Etats Membres doivent s'entendre sur une répartition encore plus efficace des compétences, des capacités et des ressources limitées. Par ailleurs, la légitimité du Conseil de sécurité procède de la représentativité de tous les peuples et régions.

M. CARLOS D. MESA GISBERT, Vice-Président constitutionnel de la République de Bolivie, a déclaré que, suite aux tragiques événements de Bagdad, le monde doit être plus que jamais déterminé à combattre le terrorisme sous toutes ses formes. Il a ajouté que, pour y parvenir, les nations du monde doivent de concert déployer des efforts déterminés et entreprendre des actions ayant reçu l'aval des Nations Unies. C'est la raison pour laquelle, la Bolivie est en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité pour lui conférer plus de flexibilité et assurer une plus large participation au processus de prise de décisions, a-t-il dit. Abordant la situation de la Bolivie, M. Gisbert a rappelé les violences qui ont éclaté en

février dernier, ce qui a amené le gouvernement actuel à une réflexion profonde sur les moyens de consolider la démocratie face aux revendications légitimes de secteurs marginalisés de la société bolivienne. Le Vice-Président a estimé qu'à cet effet, un profond changement de comportement des partis politiques est nécessaire, ainsi que des relations entre secteurs sociaux et autorités à travers un dialogue sur le plan national. M. Gisbert a également fait part des progrès réalisés en matière de lutte contre la corruption et de trafic de drogues. Pour ce qui est de la situation de l'Amérique latine, le Vice-Président a fait état des problèmes fondamentaux auxquels se heurtent son propre pays, pauvreté, corruption, inégalités et impact de la mondialisation. La seule issue possible est, à son avis, l'intégration, à la fois sur le plan régional et international. Dans ce contexte, il a évoqué les négociations en cours sur la mise en place d'une zone de libre-échange dans les Amériques, ainsi que le débat sur le commerce international. Pour M. Gisbert, la seule façon de parvenir à une forme d'égalité entre les hommes passe par un accord juste et équitable sur les échanges commerciaux, tenant compte de la nécessité d'ouvrir les marchés des pays développés aux produits des pays pauvres. Selon le Vice-Président, les règles qui régissent actuellement le commerce sont parmi les causes essentielles de la pauvreté et des tensions sociales des sociétés les moins favorisées. Le Vice-Président a réaffirmé la revendication de la Bolivie d'un accès à l'océan Pacifique.

M. LI ZHAOXING, Ministre des affaires étrangères de la Chine, a fait part de la préoccupation que lui inspire à bien des égards la situation internationale, relevant que la fin de la guerre en Iraq n'a pas apporté la paix dans le pays, que le conflit au Moyen-Orient connaît une suite de hauts et de bas tandis qu'en Afrique, les guerres ne connaissent pas de fin. Pour le Ministre, seuls le renforcement de la coopération internationale et la mise en oeuvre du principe du multilatéralisme pour un monde multipolaire permettront de promouvoir le bien-être de l'humanité. Il a plaidé en faveur de la mise en place d'un nouveau concept de sécurité collective qui repose sur la confiance mutuelle, les avantages réciproques, l'égalité et la concertation. Dans le contexte actuel, le Ministre des affaires étrangères a précisé que chaque pays a l'obligation de préserver le rôle leader des Nations Unies et l'autorité du Conseil de sécurité dans le traitement des dossiers touchant la paix mondiale ou régionale. Il a plaidé pour que l'Organisation joue un rôle majeur dans la gestion de l'après-guerre et la reconstruction de l'Iraq et pour que le peuple iraquien reprenne au plus tôt l'exercice de la souveraineté.

Le Ministre a ajouté que le développement est à la base de la paix mondiale et du progrès de l'humanité. Il est donc urgent de changer la situation actuelle qui reste marquée par l'élargissement continu du fossé entre pays du Nord et ceux du Sud et, la paupérisation de certains pays du Sud. Pour le Ministre, la clef en réside dans l'établissement d'un nouvel

ordre économique mondial juste. Pour lui également, il est nécessaire de mettre en place un système commercial multilatéral ouvert à tous, de réformer et de perfectionner le système financier international. Un mécanisme d'alerte financière est indispensable pour renforcer la capacité de prévention et de gestion des crises. Le Ministre a demandé un renforcement de la coopération Sud-Sud et des échanges Nord-Sud, précisant que les pays en développement ont tout intérêt à coopérer et à mieux se concerter afin de sortir d'une situation où la mondialisation leur est imposée. Il a formé de grands espoirs dans le Sommet qui devra se tenir en Ethiopie en décembre prochain et qui portera sur la coopération sino-africaine. De leur côté, les pays développés devront créer davantage de débouchés pour les produits du monde en développement, devront leur allouer davantage de capitaux et alléger le poids de la dette et les termes de l'échange.

M. ALEXANDER DOWNER, Ministre des affaires étrangères de l'Australie, a déclaré que l'un des principaux défis actuels est l'émergence d'une «ère de la terreur». En dépit de la «guerre contre le terrorisme, que nous sommes en train de gagner», le terrorisme reste un fléau dont aucune nationalité, religion ou tendance politique n'est à l'abri, a-t-il ajouté. Dans ce contexte, il a également mis l'accent sur les risques associés à la prolifération des armes de destruction massive qui peuvent tomber aux mains de terroristes. Pour y pallier, il a préconisé la promotion de la bonne gouvernance et de la démocratisation qui, à son sens, sont des conditions préalables à la sécurité internationale. La bonne gouvernance sert à la fois les intérêts régionaux et internationaux, car sans elle les pays en développement ne sauraient pleinement saisir les opportunités offertes par le processus de mondialisation, a poursuivi M. Downer. Pour cela, a-t-il ajouté, il faut que tous les pays du monde acceptent la discipline imposée par la libéralisation du commerce. A ce titre, il a plaidé en faveur de la poursuite des objectifs de Doha.

Réaffirmant l'attachement de l'Australie au multilatéralisme et au rôle des institutions internationales pour ce qui est de faire face aux nouveaux défis comme la sécurité, la gouvernance, la pauvreté, le terrorisme et les pandémies, M. Downer a toutefois expliqué que ce soutien reste tributaire de la possibilité d'obtenir des résultats effectifs. Dans ce contexte, le Ministre a expliqué le fait que l'Australie ait décidé de se joindre à la coalition pour le désarmement de l'Iraq par le fait que les Nations Unies n'aient pas été en mesure de faire respecter dans la pratique des engagements pris par les Etats Membres en vertu des traités de non-prolifération. Les Nations Unies ont besoin de changements radicaux et fondamentaux, a affirmé M. Downer, invitant les Etats Membres à se demander en quoi cela importerait si une grande partie des travaux de l'Assemblée générale et de l'ECOSOC n'avaient pas lieu. Il a également plaidé en faveur d'un élargissement du Conseil de sécurité, et notamment

de ses membres permanents, de manière à tenir compte de la réalité géopolitique du monde actuel. Il faut recentrer les activités des Nations Unies autour des activités où elle a fait ses preuves et revitaliser l'Organisation d'ici l'été prochain, a affirmé le Ministre. Cet engagement réel en faveur du changement, qui pourrait être consacré par une deuxième Conférence de San Francisco, sera nécessaire pour que l'Organisation puisse retrouver sa crédibilité et réaliser ses promesses, a conclu le Ministre.

M. DOMITIEN NDAYIZEYE, Président de la République du Burundi, a présenté les progrès significatifs que connaît son pays depuis la signature de l'Accord de paix d'Arusha le 28 août 2000. Grâce à cette réconciliation, a-t-il ajouté, le Burundi dispose depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2001, d'institutions politiques regroupant toutes les tendances politiques du pays et le peuple burundais et la communauté internationale se sont réjouis du succès de l'alternance au sommet de l'Etat constaté le 30 avril 2002. Après avoir signé des accords de cessez-le-feu, respectivement les 7 octobre et le 2 décembre 2002, le Gouvernement de transition travaille à l'intégration des parties concernées dans les Corps de Défense, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Gouvernement et l'administration, tout en évitant la surenchère et l'exclusion des autres parties. Le Président a toutefois regretté la persistance de la guerre qui, a-t-il dit, constitue un obstacle majeur à la poursuite de réformes. Il a exhorté la communauté internationale à apporter un appui financier conséquent à la Mission africaine au Burundi, déterminant pour la supervision du cessez-le-feu. S'agissant de la lutte contre la pauvreté, il a expliqué que dix ans de conflit avaient ruiné l'économie du Burundi, et que 68% de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Tout en se réjouissant de l'engagement des dirigeants du monde entier à l'occasion de la Déclaration du Millénaire, il s'est inquiété que le monde du XXI<sup>e</sup> siècle ne soit toujours pas à l'abri de la guerre, de la misère, du terrorisme, de la maladie et des catastrophes naturelles.

Saluant la portée de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité en matière de lutte contre le terrorisme, le Président burundais a regretté que les attaques terroristes aient pour beaucoup contribué à entretenir une tendance générale à la surenchère militaire, ainsi qu'au renforcement de doctrines reposant sur l'attaque préventive. Par ailleurs, le Président du Burundi s'est particulièrement inquiété des menaces que constituent le mercenariat, le nucléaire, ou encore la traite des êtres humains, qu'il a définies comme autant de formes d'atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire. Pour faire face aux crises actuelles, il a estimé urgent une réforme intelligente des institutions chargées du maintien de la paix et de la sécurité internationales et tout particulièrement du Conseil de sécurité, dans un souci de crédibilité de l'Organisation. Dans ce contexte, il a estimé que le multilatéralisme

devait rester notre socle commun, en tant qu'une des valeurs fondamentales qui sous-tendent les relations internationales dans le cadre d'un partage des responsabilités sous la houlette des Nations Unies. Parmi les actions qu'il a estimées prioritaires, figurent la lutte contre le VIH/sida, la lutte contre la pauvreté, notamment dans les zones rurales, et un soutien conséquent aux pays les moins avancés et pays enclavés sans littoral. A cet égard, il a formé le vœu que les règles de l'Organisation mondiale du commerce soient assouplies afin de permettre aux pays en développement de tirer profit de la libéralisation des échanges mondiaux.

M. SVETOZAR MAROVIC, Président de la Serbie-et-Monténégro, prenant la parole pour la première fois devant l'Assemblée générale au nom de la Serbie-et-Monténégro, a déclaré que son pays a assumé la responsabilité de prouver que, dans une région marquée par les conflits et la division, il est possible de trouver un accord permettant d'aller de l'avant, notamment sur la voie de la démocratisation et de l'intégration à l'Europe. Abordant le problème du terrorisme, le Président a affirmé que ce n'est qu'en travaillant tous de concert qu'il sera possible d'y faire face. C'est la raison pour laquelle la seule alternative est le multilatéralisme dont les Nations Unies sont le garant, a-t-il poursuivi. Les activités des Nations Unies au Kosovo témoignent, à son avis, du fait qu'avec la bonne volonté de toutes les parties, il est possible de créer un climat de dialogue. A cet égard, le Président salue l'annonce faite par le Représentant des Nations Unies au Kosovo selon laquelle le dialogue entre Belgrade et Pristina devrait commencer vers la mi-octobre. Pour sa part, la Serbie-et-Monténégro s'engage à faire son possible pour que ce dialogue soit fructueux dans la mesure où il y va de l'intérêt de l'Europe et du futur démocratique de la région. Par ailleurs, M. Marovic s'est déclaré convaincu que l'accord tripartite avec la Croatie et la Bosnie-Herzégovine permettra de venir à bout du problème des 650 000 personnes sans domicile se trouvant en Serbie-et-Monténégro de manière à leur permettre de vivre là où elles pensent être chez elles.

La Serbie-et-Monténégro est prête à activement contribuer aux efforts de paix, à travers des opérations de maintien de la paix, en vue de protéger et de défendre la paix et le droit à un avenir démocratique. Ses priorités actuelles sont la situation dans l'ouest des Balkans, la coopération entre pays de cette région, la lutte contre le crime organisé et la coopération avec le tribunal de La Haye, a expliqué le Président, ajoutant que l'objectif recherché est l'intégration la plus rapide possible à l'Europe.

M. BORIS TRAJKOVSKI, Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, a identifié la lutte contre le terrorisme comme la priorité la plus importante et a proposé qu'un engagement soit pris au cours de cette session de l'Assemblée générale pour qu'un accord se dégage sur les points en suspens des projets de convention sur le

terrorisme international et le terrorisme nucléaire. Le Président a ensuite détaillé ses priorités au plan national, notamment l'intégration à l'OTAN et l'intégration régionale à l'Europe du Sud-Est. Il a expliqué que son pays avait tissé des relations de coopération solide avec la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo et qu'il avait développé un certain nombre d'initiatives visant à faciliter les communications et libéraliser les mouvements transfrontières. Le Président a dit soutenir pleinement la nomination de M. Harri Holkeri comme nouveau Représentant spécial du Secrétaire général au Kosovo. Il a également dit appuyer le principe selon lequel l'état de droit et la démocratie doivent être pleinement mis en œuvre avant même d'aborder la question du statut final du Kosovo. Les violences ethniques constituent également une source de préoccupation importante pour le Président qui a estimé qu'elles minaient les efforts de la communauté internationale.

M. Trajkovski a assuré les Etats Membres que des relations de bon voisinage et de respect mutuel se mettaient en place dans la région des Balkans. Des initiatives régionales en vue de libéraliser et de faciliter les échanges commerciaux, d'ériger les infrastructures permettent de tisser des liens professionnels mais également individuels. Le Président a assuré que son pays était partie intégrante de ces efforts à dimension régionale. Passant à la question du désarmement et expliquant que l'ex-République yougoslave de Macédoine est touchée par la prolifération des petites armes, le Président a plaidé en faveur d'une action internationale vigoureuse pour mettre un terme à la prolifération de ce type d'armes. Deux ans après l'adoption du Programme d'action sur les petites armes, il a jugé cependant que des progrès importants avaient été réalisés dans ce domaine.

M. LEONID KUCHMA, Président de l'Ukraine, a fait part de sa profonde tristesse quant à l'attentat perpétré contre les Nations Unies à Bagdad le mois dernier, constatant que le personnel des Nations Unies était à la merci d'une insécurité croissante. Il est donc urgent que les pays qui ne l'ont pas encore fait, ratifient les traités internationaux pertinents et, plus particulièrement, la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et personnel affilié, dont l'Ukraine a été l'un des principaux initiateurs. Si l'Ukraine demeure dans les rangs de la coalition antiterroriste, a-t-il poursuivi, elle n'en estime pas moins qu'il est nécessaire d'identifier des mesures efficaces pour contrer la prolifération des armes de destruction massive. Il a appelé à un renforcement du système des traités internationaux contre la menace nucléaire. Abordant la question de la réforme du Conseil de sécurité, il a noté qu'il existait malheureusement plus de questions que de réponses. Soulignant par ailleurs que son pays était l'un des importants contributeurs de troupes aux opérations de maintien de la paix, il a estimé que les opérations avec un



mandat de prévention devraient devenir l'un des instruments clef du système des Nations Unies.

Il s'est réjoui à la perspective de l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution pour l'établissement d'une force internationale de paix et de sécurité en Iraq sous l'égide des Nations Unies, souhaitant que le plus grand nombre possible de pays se joignent à cette action. De l'avis du Président, il existe aujourd'hui une occasion historique de parvenir à la paix au Moyen-Orient. Il a mentionné dans ce cadre la tenue, en mai dernier à Kiev, de la Réunion internationale en soutien au processus de paix, espérant que les controverses actuelles ne feront pas obstacle à la reprise du dialogue israélo-palestinien. Partageant l'inquiétude du Secrétaire général dont ce dernier fait part dans son rapport sur la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire, il a dit que la communauté internationale ne donnait pas assez d'importance à la résolution des problèmes pressants de développement mondial, tels que la pauvreté, la pandémie du VIH/sida et la pollution de l'environnement. Il a rappelé que l'Ukraine avait renoncé à son arsenal nucléaire et manifesté son espoir de voir cette 58<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale renforcer la contribution de la communauté internationale sur les questions touchant à Tchernobyl. Il a conclu en appelant la communauté internationale à honorer la mémoire des 7 à 10 millions d'Ukrainiens morts de faim pendant 70 années de régime soviétique.

M. ABDOULAYE WADE, Président de la République du Sénégal, a souligné que, depuis le 11 septembre 2001, la menace terroriste est désormais globale par ses cibles, et pernicieuse par ses moyens d'action. Elle exige par conséquent une réponse collective, solidaire et coordonnée à tous les niveaux, et c'est dans cet esprit que le Sénégal avait pris l'initiative, dès le 17 octobre 2001, d'abriter un Sommet africain contre le terrorisme, en vue de renforcer la coopération en la matière à l'échelle continentale, a-t-il expliqué. S'agissant de la situation en Afrique, le Sénégal salue les progrès enregistrés en République démocratique du Congo et au Libéria, ainsi que les avancées du processus de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire. Se déclarant néanmoins préoccupé par la situation de l'Afrique de l'Ouest, et notamment par les velléités de remise en cause de régimes démocratiquement élus, M. Wade a déclaré que le temps des coups d'Etat doit être révolu en Afrique. Le pouvoir légitime passe par la voie des urnes, c'est-à-dire la force de la loi, et non la loi de la force, a-t-il ajouté. Le Sénégal reste également préoccupé par l'impasse du processus de paix au Moyen-Orient, et met en garde contre toute atteinte à l'intégrité physique du Président Arafat et contre toute décision d'expulsion, car cela aurait des conséquences incalculables. En vue de parvenir à un règlement de ce conflit, M. Wade a proposé l'envoi de forces internationales pour sécuriser les frontières non contestées et mettre en stand-by la portion de territoire sur laquelle il n'y a

pas encore de consensus. Il a fait valoir que cette approche supprime de facto les théories de «l'agresseur agressé» et de «l'occupant occupé» qui sont invoquées par l'une ou l'autre partie.

Passant à la question du développement économique et social, M. Wade a rappelé le constat d'échec par lequel s'est soldé la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC. Le moment lui semble venu pour repenser les mécanismes du commerce mondial de manière à ce que les déséquilibres actuels entre monde développé et monde en développement ne persistent pas, en ce sens qu'ils accentuent la pauvreté, le chômage et les sentiments d'exclusion qui font le lit des extrémismes de tout bord. Il s'agit d'appliquer un minimum d'équité dans les échanges a-t-il ajouté: «free trade, but fair trade». Quant au développement de l'Afrique, M. Wade a insisté sur l'importance du NEPAD et de ses possibilités. Au titre, des projets s'inscrivant d'ores et déjà dans ce partenariat, il a évoqué le gazoduc de l'Afrique de l'Ouest et le réseau d'interconnexion de l'Afrique australe. Face au constat du Secrétaire général qui a affirmé que le système onusien ne répond plus de manière satisfaisante aux réalités du 21<sup>e</sup> siècle, M. Wade a appelé les Etats Membres à revitaliser l'Assemblée générale et ses organes subsidiaires, à réformer et à élargir le Conseil de sécurité en le rendant plus représentatif de la composition actuelle de l'Organisation, à identifier les menaces globales et à leur apporter des solutions concrètes dans le respect des aspirations communes et des diversités respectives. Il les a aussi appuyés à faire place à la culture de la paix et au dialogue des civilisations qui porte en lui les germes féconds de l'entente, de la compréhension et de la coexistence pacifique entre les peuples.

M. JOSEPH KABILA, Président de la République démocratique du Congo, a expliqué que la session actuelle de l'Assemblée générale coïncide avec la phase finale du processus de mise en place des institutions de transition de son pays. Il a exprimé sa reconnaissance à la communauté internationale pour ses efforts et son soutien tout au long du processus de paix qui a abouti à la signature et à l'application de l'Accord global. Il a également précisé que son Gouvernement avait signé de nombreux instruments de protection des droits de l'homme, notamment le Statut de la Cour pénale internationale en vue d'assurer une couverture maximale en la matière. Le Président a ajouté qu'une ère nouvelle voit le jour en République démocratique du Congo, une ère de paix et de réconciliation, d'unité nationale, et de rétablissement de l'autorité de l'Etat; une ère de reconstruction de relance économique et de développement.

Il a indiqué que la priorité allait à l'intégration régionale ce qui constitue une indication, a-t-il ajouté, de l'adhésion de son pays à l'idée d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le

développement dans la région des Grands Lacs et d'Afrique centrale. Le Président a également fait part de sa détermination à nouer des relations de bon voisinage et de respect mutuel avec les pays frontaliers, refusant de servir de base arrière aux mouvements subversifs contre les pays limitrophes. Il a précisé qu'il n'accepterait ni ingérence, ni déstabilisation de la part des pays voisins. Joseph Kabila a assuré la communauté internationale de sa détermination à œuvrer à la paix dans la région, à lutter contre la VIH/sida, contre la prolifération des petites armes et des mines antipersonnel.

M. OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de la République de Guinée équatoriale, s'est inquiété des menaces actuelles pesant sur la paix et la sécurité internationales, objectifs fondamentaux des Nations Unies. Selon lui, la démocratie, les droits de l'homme, la coopération et l'assistance technique sont détournés au profit des uns et au détriment des autres. Les principes de souveraineté et de non-ingérence, consacrés par le droit international, ont été, a-t-il ajouté, mis à mal ces dernières années sous prétexte de la nécessité d'interventions humanitaires, et ce souvent sans l'accord des Nations Unies. Le Président a estimé que le Nouvel ordre économique international avait abouti à la division Nord-Sud du monde, la coopération étant souvent assortie de conditions politiques et la situation des pays les plus faibles s'étant dégradée, la crise économique s'étant approfondie et les révoltes politiques s'étant multipliées avec dans leur cortège, terrorisme et mercenaires. L'humanité s'est déshumanisée et les Nations Unies ont perdu leur autorité, s'est-il attristé, estimant que le moment était venu d'adopter des stratégies pour que les missions de paix des Nations Unies ne se confondent pas, a-t-il déclaré, avec des intérêts autres que la pacification des conflits.

Abordant la situation dans son pays, le Président a fait valoir le pluralisme politique et la formation d'un gouvernement inclusif, gages de paix et de stabilité politique sans précédent. Il a déclaré que la Guinée équatoriale était ouverte à une coopération sans limite dans la transparence et pour le bénéfice de tous. Il a appelé les pays amis à lui offrir leur coopération, notamment pour l'aider à acquérir les technologies modernes.

M. PAKALITHA B. MOSISILI, Premier Ministre du Royaume du Lesotho, a affirmé que l'obstacle le plus considérable à la mise en œuvre des objectifs de la Déclaration du Millénaire dans son pays était la pandémie de VIH/sida. Au nombre des autres facteurs, il a invoqué le taux d'absentéisme très élevé parmi les enseignants autant que les élèves, accaparés par leurs problèmes de santé ou ceux de leurs parents, précisément malades du sida. Aussi a-t-il réclamé une aide urgente pour le Lesotho ainsi que pour l'Afrique australe, grâce à l'envoi d'antirétroviraux supplémentaires et d'autres médicaments du même type afin de mettre un terme à ce fléau, et, de ressources techniques et

financières. Inquiet de la situation économique sur son continent, il a également rappelé qu'en 2002, seuls cinq des 53 pays africains avaient réalisé le taux de croissance de 7% requis pour atteindre les buts de la Déclaration du Millénaire, stigmatisant à cet égard la chute de l'aide publique au développement et autres dotations financières. Le Premier Ministre a d'ailleurs demandé à ce que le Lesotho soit classé parmi les pays pauvres extrêmement endettés, plaidant pour une annulation de la dette des pays les moins développés. Réitérant ensuite son appel à soutenir plus que jamais le NEPAD, en dépit d'un contexte international dominé par le problème iraquien, M. Mosisili a estimé qu'une aide de six milliards de dollars à ce Programme permettrait de faire des progrès considérables à l'échelle du continent. Enfin, il s'est dit convaincu de la nécessité de réformer le Conseil de sécurité, plaidant pour une représentation plus équitable, l'élargissement du nombre des membres et la suppression du droit de veto, parfaitement antidémocratique.

M. SAUFATU SOPOANGA OBE, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Tuvalu, a évalué la place et le rôle de son pays en cette ère de mondialisation à la veille des 25 ans marquant l'anniversaire de son accession à l'indépendance, soulignant que les Nations Unies étaient une organisation ouverte à toutes les nations. Il a, dans ce contexte, appuyé l'accession de Taiwan comme membre des Nations Unies en précisant que les 23 millions de citoyens de la République de Chine à Taiwan avait fait la preuve de responsabilité dans les affaires internationales. Par ailleurs, il a estimé que l'échec des pourparlers lors de la Conférence de Cancun était le signe que le monde en développement n'était plus disposé à accepter la rhétorique de ceux qui cherchent à leur imposer un régime commercial qui favorise les riches et marginalise les pauvres. Le Premier Ministre a ajouté que Tuvalu se trouvait dans une situation de vulnérabilité et qu'il était indispensable de reconnaître les besoins spécifiques des petits Etats insulaires en développement. Il a précisé que le développement durable était crucial pour ces petits Etats. Même avec les meilleures intentions, les Etats les moins développés ne pourront pas réussir sans l'aide de la communauté internationale en raison de leur manque de ressources naturelles.

Le Premier Ministre a insisté sur l'importance de mettre en oeuvre le programme d'action de la Barbade pour le développement durable des pays comme Tuvalu et sur la nécessité de réaliser une pleine évaluation de son application. Il a demandé au Secrétariat des Nations Unies de mener une telle analyse de toute urgence. Le déclin de l'Aide publique au développement a également constitué une source de préoccupation importante pour le Ministre qui a dénoncé que, malgré les engagements pris à Monterrey, les pays industrialisés sont encore bien loin d'allouer 0,7% de leur PIB à l'APD. Pour les petits pays, cette situation se traduit par une croissance économique faible et donc par un fossé grandissant par

rapport aux nations les plus riches. Le Ministre a également évoqué la vulnérabilité de son pays face aux catastrophes naturelles, à la montée du niveau de la mer et au réchauffement de la planète. Il a appelé les pays à ratifier le Protocole de Kyoto.

M. ANEROOD JUGNAUTH, Premier Ministre de la République de Maurice, a déclaré qu'il était du devoir de la communauté internationale de s'abstenir de prendre des mesures susceptibles d'affaiblir la légitimité des Nations Unies. Concernant le continent africain et ses conflits, il a souligné l'importance de la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et du mécanisme d'examen par les pairs du NEPAD, tout en demandant aux pays développés de respecter les engagements pris à Monterrey dans les domaines monétaire, financier et du développement.

Le Premier Ministre a salué l'importance que revêt, pour les Petits Etats insulaires en développement, la Réunion internationale d'évaluation du Programme d'action de la Barbade qui se déroulera à Maurice en septembre 2004. Il a invité la communauté internationale à accorder toute son attention à la vulnérabilité géographique et écologique de ces Etats et souhaité la participation active de tous les pays concernés à cette réunion. L'isolement géographique, l'éloignement et les contraintes qui en découlent nécessitent une action concrète et une attention spéciale, a-t-il poursuivi. Il a exhorté la communauté internationale à «recoller les morceaux de Cancun» pour tenter de construire un système commercial qui garantisse un traitement équitable aux pays en développement. Enfin, il a conclu en demandant au Royaume-Uni de finaliser le processus de décolonisation de Maurice, regrettant que le contentieux sur l'archipel de Chagos n'ait toujours pas été réglé, et a fait appel à la République française pour qu'elle reprenne le dialogue menant au retour de l'île Tromelin à la souveraineté mauricienne.

M. ILHAM ALIYEV, Premier Ministre de la République d'Azerbaïdjan, a fait part du soutien de son pays aux propositions de réforme du Secrétaire général, en particulier l'élargissement du Conseil de sécurité et la révision de ses mécanismes comme le droit de veto. Concernant la situation en Iraq, il a souhaité que la communauté internationale consolide ses efforts et restaure et renforce un Iraq unifié, indivisible et démocratique. Abordant la question du terrorisme, M. Aliyev a affirmé qu'il fallait le combattre sous toutes ses formes, quels que soient les motifs invoqués pour le justifier. Pour sa part, l'Azerbaïdjan est particulièrement sensible à la question de la menace terroriste combinée à celle de la prolifération des armes de destruction massive. Pour venir à bout du terrorisme il faut s'attaquer à ses racines et éliminer les facteurs qui créent un environnement favorable à son émergence, a poursuivi le Premier Ministre. Il a averti qu'il ne sera pas

possible de régler les conflits, y compris dans le Caucase du Sud, aussi longtemps que la menace d'actes terroristes et le soutien dont les terroristes jouissent de la part de certains Etats perdureront. Dans ce domaine, il est d'avis que la communauté internationale devrait recourir à la force pour rétablir la justice et l'état de droit.

Rappelant le conflit existant entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, et les résolutions adoptées il y a dix ans par le Conseil de sécurité, M. Aliyev a déploré que l'Arménie persiste à ne pas les respecter et que le Conseil de sécurité et le Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) n'aient pris aucune mesure pour y remédier. Réaffirmant son attachement à un règlement pacifique et respectueux du droit international de ce conflit, le Premier Ministre a cependant déclaré que l'Azerbaïdjan n'accepterait jamais un règlement sur la base de l'état de fait et ne cèdera pas un centimètre de son territoire. Sa patience n'est pas sans limites et il ne faut pas en abuser, a-t-il ajouté. Sans retrait, il ne sera pas possible de normaliser les relations entre les deux Etats. Le Premier Ministre a déploré l'inaction de la communauté internationale face à ce conflit et a lancé un appel au Conseil de sécurité afin qu'il prenne des mesures décisives pour régler ce conflit qui a engendré un nombre important de personnes déplacées et des difficultés économiques en Azerbaïdjan.

Mme LINNETTE SABORIO, Vice-Présidente du Costa Rica, a souligné le caractère fondamental du droit à la paix, qui est sous-jacent à tous les autres droits de l'homme et constitue l'essence même des buts et principes des Nations Unies. Elle a appelé au plein respect de ces droits, en tant que cadre minimal de garanties visant à assurer le développement de la personne humaine, et au renforcement des mécanismes internationaux de promotion et de suivi des droits de l'homme, en évitant leur politisation croissante. Elle s'est félicitée de l'événement organisé en marge du débat général pour promouvoir la signature et la ratification du Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le Protocole constitue un mécanisme efficace pour la prévention de ces violations contre la dignité humaine. Elle a également salué la création et la mise en place de la Cour pénale internationale, grâce au succès de l'élection de ses juges en février dernier. Le Costa Rica, a souligné Mme Saborio, se félicite du fait que le Plan d'application de Johannesburg ait reconnu l'importance d'étudier de manière exhaustive et transparente le lien entre droits de l'homme et environnement, y compris le droit fondamental au développement. Il est indispensable d'ajouter ce point à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, a-t-elle dit. Le plein respect des droits de l'homme est menacé par certains progrès en matière de biotechnologie. Elle a rappelé à cet égard que le Costa Rica avait présenté un projet de résolution sur l'interdiction de toutes les formes de clonage humain.

La Vice-Présidente du Costa Rica a salué l'initiative du Panama d'abolir son armée, comme l'a déjà fait le Costa Rica, et s'est félicitée des progrès réalisés par les pays d'Amérique centrale pour assurer le désarmement et la démilitarisation de la région. Cette question, a-t-elle précisé, revêt une importance considérable face à la menace terroriste, qui appelle l'interdiction totale du transfert d'armes aux groupes terroristes. La lutte contre le terrorisme international a-t-elle déclaré, ne peut néanmoins servir de prétexte à la violation des droits de l'homme. C'est pourquoi, Mme Saborio a appelé les Etats qui possèdent des armes nucléaires à adhérer pleinement aux négociations sur le désarmement nucléaire et s'est félicitée de l'adoption par les Etats membres de l'Organisation des Etats américains d'une initiative récente du Costa Rica sur la non-prolifération des armes chimiques dans l'hémisphère occidental. La promotion de la paix, a souligné Mme Saborio, passe par le renforcement des mécanismes de prévention des conflits armés et des crises humanitaires de l'ONU, notamment par l'octroi de ressources financières, techniques et humaines suffisantes aux opérations de maintien de la paix. Il faut remédier aux causes sous-jacentes des conflits, a-t-elle précisé. La situation en Iraq, où le changement de régime mérite d'être salué, offre à la communauté internationale une chance unique d'intégrer pleinement le pays dans le système international, a déclaré Mme Saborio, et le sacrifice des personnes qui ont perdu la vie dans l'attentat de Bagdad doit guider les travaux des Nations Unies. La Vice-Présidente du Costa Rica a par ailleurs plaidé pour l'admission de la République de Chine (Taiwan) à l'ONU.

M. PER STIG MOLLER, Ministre des affaires étrangères du Danemark, a estimé que le monde a plus que jamais besoin de l'ONU pour fonder, mettre en œuvre et développer un ordre international légal basé sur la règle de loi; lutter contre la pauvreté et assurer une croissance économique durable. Se référant à la crise iraquien, il a ensuite plaidé pour un transfert de souveraineté aussi rapide que possible aux Iraquiens tout en affirmant la nécessité de maintenir sur place une présence militaire internationale jusqu'à ce que la sécurité soit complètement restaurée. Il a ensuite précisé les trois domaines dans lesquels l'ONU pourrait se renforcer. D'abord, il a rappelé que, en tête de la lutte contre la pauvreté, l'Organisation se devait d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire d'ici 2015 et pour cela soutenir tout particulièrement les efforts de l'Afrique. L'appui du Danemark à ce processus est assez éloquent, que ce soit en termes d'assistance au développement ou de libéralisation du commerce. Au service du droit international, les Nations Unies doivent aussi engager ses Etats Membres à coopérer constructivement avec les mécanismes de droits de l'homme et surmonter les réticences traditionnelles suscitées par la souveraineté d'Etat. Enfin, l'Organisation, placée au centre des efforts déployés pour relever les défis, autant

nouveaux qu'anciens, posés par la sécurité, doit réformer le Conseil de sécurité pour le rendre plus représentatif. Le Danemark a réaffirmé à cette occasion sa volonté d'en devenir membre en 2005-2006. M. Moller pense qu'il serait également bienvenu de renforcer la division du travail et la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales.

M. JEAN OBEID, Ministre des affaires étrangères du Liban, a déploré qu'après Madrid, où l'effort international avait entériné des approches globales et justes en vue d'un règlement pacifique du conflit au Proche-Orient, l'apparition d'approches partielles n'ait pas permis de réussir à réaliser la paix, instaurer la sécurité et assurer la stabilité dans la région. Il ne saurait pourtant y avoir de sécurité sans solution politique, ni de solution politique partielle indépendamment d'une solution globale, a-t-il souligné. Celle-ci doit se baser sur les résolutions pertinentes des Nations Unies et ainsi rendrait au Liban le reste de ses territoires sous occupation israélienne, y compris les fermes de Chebaa, à la Syrie ses territoires occupés jusqu'à la ligne du 4 juin 1967 et qui permettrait aux réfugiés palestiniens d'obtenir leur droit de retour, et tout ceci couronné par la création d'un Etat palestinien souverain, indépendant, stable, viable, avec pour capitale Al Qods Al Charif. Par ailleurs, M. Obeid a rappelé que le Liban, pour sa part, que se soit au niveau de son Gouvernement ou de son peuple, s'attache à la réalisation du droit au retour des réfugiés palestiniens et le considère comme légal, naturel et normalement incontournable. Le Ministre a poursuivi en évoquant la nécessité de réformer les Nations Unies et de renforcer son rôle, en particulier le Conseil de sécurité qu'il conviendrait d'élargir afin de mieux répondre aux nouveaux défis qui menacent la sécurité du monde. Il a ensuite plaidé pour que l'Organisation joue un rôle central en Iraq, afin d'aider son peuple à préserver son unité, à mettre fin à l'occupation de son territoire, à former les moyens de gérer ses ressources, à choisir les termes de sa propre constitution et à élire ses dirigeants par une décision libre. Il a conclu en affirmant que le Liban s'oppose fermement à toutes formes de terrorisme et s'engage à poursuivre sa coopération avec la communauté internationale pour lutter contre ce fléau.

M. MIRCEA GEOANA, Ministre des affaires étrangères de la Roumanie, a souligné l'importance des réponses multilatérales aux problèmes qui se posent à l'ONU. Cela n'a rien de nouveau, a-t-il rappelé, si ce n'est l'ampleur des conséquences, qui priment de pertinence les débats sur un monde unipolaire, multipolaire ou même bipolaire. Nous devrions plutôt nous concentrer sur la manière de gouverner un monde où le bien-être des individus sera au centre de toutes les décisions. La véritable sécurité, a-t-il déclaré, est une sécurité partagée, de même que la véritable prospérité est une prospérité partagée. La poursuite de réformes radicales est cruciale pour l'ONU à cet égard, et la Roumanie entend promouvoir l'efficacité de l'Organisation en posant sa candidature pour



siéger au Conseil de sécurité en janvier 2004. La Roumanie, a souligné M. Geoana, qui va bientôt intégrer l'Union européenne et l'OTAN, défend l'approche multilatérale dans la lutte contre le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et la criminalité organisée, ainsi que dans la promotion des droits de l'homme. De par son expérience, la Roumanie comprend les problèmes complexes de la transition économique, et elle entend constituer un pont entre l'Ouest et l'Est du continent, de même qu'elle entend transmettre les valeurs euro-atlantiques dans le monde par la promotion de la culture du dialogue et de la coopération régionale. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, M. Geoana a plaidé pour le renforcement des compétences au sein du Comité contre le terrorisme, et des régimes internationaux de non-prolifération. La mondialisation, a-t-il déclaré, est inévitable, mais elle doit s'accompagner d'une mondialisation des richesses, alors que le fossé du PNB par habitant entre pays riches et pays pauvres est actuellement de 70 pour un. Le Ministre a déploré l'échec des négociations de l'OMC à Cancun. La pauvreté alimente les conflits, a-t-il rappelé, de même que l'échec de l'Etat nation et le manque de légitimité politique, notamment en Afrique, qui cèdent la place à des allégeances ethniques, religieuses ou économiques, et il est essentiel à cet égard d'assurer un suivi après les conflits. L'Iraq et l'Afghanistan, ainsi que le Moyen-Orient, a-t-il déclaré, constitueront un test de la capacité de la communauté internationale à agir de concert. L'Europe du Sud-Est illustre bien le relèvement après un conflit, a-t-il indiqué, mais il est vital dans cette région de préserver les principes démocratiques et la multiethnicité, et de s'attaquer à la criminalité organisée, notamment au trafic d'êtres humains.

### **Droits de réponse**

Le représentant de la République populaire démocratique de Corée a rejeté les allégations non fondées faites par le Japon sur la question de l'enlèvement de cinq survivants japonais. Le représentant a précisé que ces accusations émanaient de l'attitude hostile du Japon à l'encontre de son pays : le Japon, pendant son occupation de plus de 40 ans de la Corée avait infligé des souffrances indicibles au peuple coréen. Pas une seule famille coréenne n'a été épargnée par les atrocités commises par le Japon. En signant la Déclaration conjointe de Pyongyang en septembre 2002, les deux pays avaient convenu de régler ces questions sur une base bilatérale. C'est ce que nous avons fait en recevant la délégation japonaise sur le sol coréen et en leur fournissant toutes les informations nécessaires, a précisé le représentant. Le Japon a cependant violé ses engagements en retenant les cinq survivants qui s'étaient rendues au Japon pour une visite de 10 à 15 jours.

Le représentant du Japon a estimé que la question de l'enlèvement des cinq survivants n'a pas été réglée du tout. Il est indispensable de

régler le sort des cinq personnes revenues au Japon après plus de 25 ans passés en Corée du Nord alors que leurs familles y sont toujours retenues. La Corée du Nord doit prendre des mesures responsables pour régler cette question.

Le représentant du Chili a affirmé que son pays et la Bolivie travaillent ensemble dans le cadre d'un processus d'action bilatérale qui impose des obligations mutuelles en matière de droit international.

Le représentant de la République populaire démocratique de Corée a souligné que si le Japon souhaitait régler la question de l'enlèvement, elle devrait être fidèle à la déclaration commune que le Japon a déjà trahie et éliminer tous les crimes commis contre le peuple coréen par le passé, ce qui est essentiel pour la normalisation des relations entre la République populaire démocratique de Corée et le Japon. Concernant les accords bilatéraux sur le retour à Pyongyang des cinq personnes enlevées qui ont été détenues par le Japon et décrites par les médias du monde comme nouvellement enlevées, il convient de savoir si le Japon va les libérer à nouveau. S'il ne le fait pas, on pourrait penser que le Japon n'était pas intéressé à régler la situation mais à politiser le débat.

Le représentant de la Bolivie a déclaré qu'il ne renoncera pas à son accès au Pacifique et ce, non par caprice, mais en raison de l'insuffisance de ses ressources et ses obstacles géographiques qui le privent d'un accès au littoral, affectant ainsi les possibilités de croissance économique. Il a réaffirmé que la Bolivie souhaitait recouvrir sa souveraineté maritime.

Le représentant du Chili a répondu que le droit international est clair en la matière. Les progrès récents en matière de relations économiques entre les deux pays en disent plus que des paroles.

Le représentant de la Bolivie a répondu que les droits et la légitimité doivent prévaloir et que son pays se rallie à tous ceux qui adoptent une attitude constructive. Il a insisté à nouveau sur le fait d'accorder la souveraineté maritime à la Bolivie.

\* \*\*\* \*